



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

universités

Question au Gouvernement n° 1177

Texte de la question

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. le président. La parole est à Mme Marietta Karamanli, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Marietta Karamanli. Madame la ministre de l'enseignement supérieur, vous avez admis devant nous que de nombreuses universités ont vu leur dotation budgétaire diminuer en 2009 seront appelées à rendre des postes.

La vingtaine de petites universités pluridisciplinaires, les plus concernées, constate que la dotation budgétaire 2009 introduit à leur égard une discrimination.

Aujourd'hui, elles sont encore plus sous-dotées qu'elles ne l'étaient hier : elles bénéficient de la plus faible augmentation de DGF avec une progression de 3,62 %, contre 6,5 % pour la moyenne nationale ; elles connaissent une inflation de 2 %, voire supérieure, et subissent la plus forte perte d'emplois, avec une baisse de 0,4 %, alors que le recul de la moyenne nationale est de 0,2 %.

Le Président de la République s'était engagé à apporter un milliard d'euros supplémentaires au profit de toutes les universités. Or les universités dont je parle n'ont rien eu d'autre que cette promesse. Il s'agit pourtant d'universités de proximité et de qualité qui permettent à un grand nombre d'étudiants, souvent issus de milieux modestes, d'accéder à l'université. Elles mènent aussi une recherche de qualité et, pour y parvenir, elles ont souvent noué de nombreux partenariats. Elles partagent des unités de recherche, et elles ont des formations communes. En raréfiant leurs moyens, vous pariez sur leur déclin. Malheureusement, les victimes en seront, à la fois, les étudiants et la recherche.

En ce qui concerne les étudiants, nous sommes loin des moyens nécessaires pour parvenir à l'objectif que vous avez annoncé : diviser par deux, d'ici à 2012, le taux d'échec en première année, c'est-à-dire augmenter de 25 % la réussite scolaire.

S'agissant de la recherche, selon vos propos du 23 juillet 2007, vous entendiez donner la priorité à un seul modèle : celui des classements internationaux que vous vous étiez d'ailleurs proposée de réformer en promouvant un modèle de classement européen à l'occasion de la présidence française de l'Union.

M. le président. Merci, madame Karamanli, votre temps de parole est écoulé.

Mme Marietta Karamanli. S'agissait-il uniquement de promesses ou attendez-vous...

(Applaudissements sur divers bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Madame la députée, permettez-moi de vous dire que je suis absolument scandalisée *(Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR)* d'entendre le parti socialiste dire que les budgets de l'université sont en trompe-l'oeil. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Vous voulez la vérité des chiffres, la voici : l'université du Mans, la vôtre, madame Karamanli, a vu ses moyens de fonctionnement augmenter en 2007 de 105 000 euros *(" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP)* ; en 2008, de 200 000 euros *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)* ; et en 2009, de 562 000 euros ! *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. François Rochebloine. Vous êtes mal !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Il faut y ajouter 1,1 million d'euros pour la mise en sécurité des locaux, ce qui donne, au total, une augmentation de près de 10 %, soit deux fois plus que l'année dernière. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Madame Karamanli, continuons à faire le tour des universités de l'ouest.

Pour l'université de Tours, l'augmentation a été, en 2007 de 82 000 euros ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe UMP*) ; en 2008, de 430 000 euros (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) ; en 2009, de 3,2 millions d'euros (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*) auxquels s'ajoute 1,1 million d'euros pour la mise en sécurité des locaux. Au total, l'augmentation est de 18 %, soit trois fois plus que l'année dernière !

À Angers, en 2007, l'augmentation a été de 170 000 euros ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe UMP*) ; en 2008, de 275 000 euros (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) ; et en 2009, de 4,1 millions d'euros (*Applaudissements et vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*) auxquels il faut ajouter 1,1 million d'euros pour la mise en sécurité des locaux. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) C'est six fois plus que l'année dernière !

Nous finirons à Nantes, pour faire plaisir au président Ayrault (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR*)...

M. le président. Madame la ministre, les enchères sont terminées !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. À Nantes, 60 000 euros d'augmentation en 2007 (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) ; 640 000 euros en 2008 ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe UMP*) ; 1,3 million d'euros en 2009 ! (*Applaudissements et vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marietta Karamanli](#)

Circonscription : Sarthe (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1177

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2009